**CONVENTION D'ETUDE DE FAISABILITE TECHNIQUE ET FINANCIERE
PORTANT SUR LA MISE EN SOUTERRAIN D'UN TRONCON DE LA LIGNE
ELECTRIQUE 63 KV BRUGES – ST MEDARD**

ENTRE

La Communauté Urbaine de Bordeaux, Esplanade Charles de Gaulle, 33076 Bordeaux Cedex,

Représentée par Monsieur Vincent FELTESSE en sa qualité de Président,

Ci-après désigné par « **la CUB** »,

DE PREMIERE PART,

La Commune d'EYSINES, Hôtel de Ville, 33 327 EYSINES,

Représentée par son Maire, Christine BOST,

Dûment habilité à cet effet, en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 27 mars 2008,

Ci-après désignée par « **la Collectivité** »,

DE DEUXIEME

PART,

RTE Réseau de transport d'électricité, société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 2 132 285 690 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 444 619 258, dont le siège social est situé Tour Initiale - 1 Terrasse Bellini – TSA 41000 - 92919 PARIS-LA-DEFENSE CEDEX,

Représenté par Monsieur Denis HOFFMANN en sa qualité de Directeur RTE Sud-Ouest, dûment habilité à cet effet, faisant élection de domicile à RTE SESO, 6 rue Charles Mouly, BP 13731, 31037 TOULOUSE Cedex 1.

Ci-après désigné par « **RTE** »,

DE TROISIEME PART,

Ou, par défaut, ci-après désignés individuellement par « une Partie » ou conjointement par « les Parties ».

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

RTE est concessionnaire du réseau public de transport d'électricité (RPT) en vertu d'une convention du 27 novembre 1958 publiée au Journal Officiel des 1er et 2 décembre 1958 et modifiée par avenant du 30 octobre 2008. Il a pour mission l'exploitation, la maintenance et le développement de ce réseau, dans le respect d'un cahier des charges conforme au cahier des charges type approuvé par le décret n°2006-1731 du 23 décembre 2006.

Au titre de cette concession figure la ligne 63 kV BRUGES – ST MEDARD dont la CUB et la Collectivité souhaitent étudier la mise en souterrain partielle, au titre de l'article L321-8 du code de l'énergie pour un motif de développement économique local.

D'une part, la CUB prévoit sur la commune d'EYSINES l'aménagement du quartier de Carès. Le projet d' « éco quartier » de Carès implique l'étude d'une modification de l'implantation actuelle de la ligne électrique citée ci-dessus.

D'autre part, la ligne électrique actuelle survole des emprises foncières sur lesquelles la ville d'Eysines souhaite l'implantation d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées, la construction de 60 logements sociaux ainsi que la création d'un bassin de rétention et d'une nouvelle voie desservant ces opérations et permettant le maillage viaire du secteur.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Article 1 Objet de la convention :

La présente convention, ci-après désignée "**la Convention**", a pour objet la réalisation par RTE d'une étude portant sur la faisabilité technique et financière de la mise en souterrain partielle de la ligne électrique 63 kV BRUGES – ST MEDARD.

Deux options seront étudiées :

- l'enfouissement entre les pylônes N° 3 et 13, sur une longueur d'environ 1900 m;
- l'enfouissement entre les pylônes N°3 et 10.

Une fois remise, cette étude engage RTE pendant une période d'un an sur un coût prévisionnel et un délai maximum pour la réalisation de la mise en souterrain demandée, sauf survenance d'un évènement extérieur à sa volonté ayant un impact substantiel sur ce coût et ce délai.

Elle n'engage pas la CUB et la Collectivité à demander une mise en souterrain de cette ligne.

Elle n'engage pas non plus RTE sur la réalisation de la mise en souterrain ni sur une éventuelle contribution à son financement.

De tels engagements ne peuvent être pris que par convention spécifique ultérieure, appelée convention de réalisation et de financement.

Article 2 Contenu et modalités d'exécution de l'étude :

RTE réalise l'étude de faisabilité technique et financière.

L'étude technique et financière permet de proposer une réponse technique et financière à une problématique impactant le réseau de transport.

Elle aide la CUB et la Collectivité demanderesse à décider si elles souhaitent poursuivre le projet, puis à engager la concertation, les études techniques détaillées et les travaux.

L'étude porte sur divers volets du projet et prend la forme d'un document de synthèse qui définit :

- Les études à mener, le matériel à commander et les travaux à réaliser,
- Les démarches administratives et environnementales,
- Le planning du projet,
- Le coût du projet (à +/- 15%),
- L'analyse des risques.

Elle fait l'objet d'un document de synthèse.

Le correspondant à RTE pour ce projet est :

Nom	Fonction	Téléphone
YERLE Philippe	RTE SESO - Directeur de projets	06 12 56 24 60

Il tient régulièrement informé la CUB et la Collectivité de l'avancement de l'étude et des difficultés qu'il pourrait rencontrer dans sa réalisation.

La CUB et la Collectivité mettent à la disposition de RTE toutes les informations et tous les documents pouvant contribuer à la bonne réalisation de l'étude.

Article 3 Prise en charge financière de l'étude :

Le coût des études sera entièrement pris en charge par la CUB dans le cadre de la fiche action sur le secteur de Carès du contrat de co-développement 2012-2014 signé avec la commune. Le montant des études a été évalué forfaitairement à 27 000 € net de taxe.

Si le montant des études est supérieur à 27 000 €, RTE informe dans les meilleurs délais la CUB qui formalisera son accord pour un avenant à la présente convention.

Article 4 Modalités de remboursement de l'étude :

La CUB s'acquittera de sa contribution à la remise de l'étude désignée à l'article 2 susvisé.

Le paiement est effectué dans les 30 jours suivant envoi par RTE de la demande de règlement en fin d'étude. Cette demande de paiement sera établie en un original et deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse de RTE,
- Le numéro du compte bancaire ou postal de RTE,
- Les prestations exécutées,
- Le rappel du montant de la présente convention,
- L'indication du délai global de paiement de 30 jours,
- La date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Communauté Urbaine de Bordeaux
Pôle finances – Direction des finances
Esplanade Charles de Gaulle
33 076 BORDEAUX CEDEX

Afin de pouvoir donner une date certaine à une demande de paiement, le titulaire peut soit transmettre sa demande par lettre recommandée avec accusé de réception postal, soit remettre directement sa demande à l'adresse indiquée contre récépissé daté.

RTE est dispensé de tout cautionnement et de toute retenue de garantie.

Le paiement est effectué par virement bancaire au nom de RTE sur le compte :

Agence Société Générale – Code Banque : 30003.– Agence 04170 Compte
00020122549 – clé 73

la Société Générale Paris Opéra (03620), 50 bd Haussmann, 75009 PARIS

N° Compte : 30003 04170 00020122549 73

A défaut de paiement dans le délai précité, les sommes dues sont majorées de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, de pénalités calculées sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage.

Article 5 Dénonciation :

Toute dénonciation de la présente convention par la CUB ou par la collectivité entrainera et aura les mêmes conséquences qu'une dénonciation faite par les deux.

En cas de dénonciation de l'opération après signature de la Convention et avant le démarrage effectif de l'étude, la CUB ou la Collectivité avertit RTE sans délai et s'engage à acquitter l'ensemble des dépenses déjà effectuées par RTE (préparations, commandes...).

Si la dénonciation intervient alors que les études sont en cours de réalisation, la CUB ou la Collectivité avertit RTE sans délai et rembourse l'ensemble du coût des travaux mentionnés à l'article 2.

Si l'étude ne peut être réalisée du fait d'une raison extérieure à la volonté de RTE, la CUB ou la Collectivité s'engage à acquitter l'ensemble des dépenses déjà engagées.

Article 6 Régime de la TVA :

Cette opération est placée hors du champ d'application de la TVA, conformément à la décision du Ministère du budget prise le 17 mai 1982, réf. DI n° 6879.

Article 7 Délai d'exécution et présentation de l'étude :

L'étude de faisabilité est réalisée par RTE et remise à la CUB et la Collectivité dans un délai de 4 mois maximum à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention, sous réserve de la survenance d'évènements extérieurs à sa volonté.

L'étude réalisée donne lieu à remise du document de synthèse prévue à l'article 2 et pourra faire l'objet d'une présentation par RTE à l'instance choisie par la collectivité (conseil élu, comité technique...).

Article 8 Modifications de l'étude :

Toute modification dans la consistance de l'étude à réaliser fera l'objet d'un avenant à la Convention et sera susceptible d'en prolonger le montant et les coûts.

Article 9 Règlement des litiges

En cas de contestation relative à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties se rencontrent en vue de rechercher une solution amiable.

A cet effet, la partie demanderesse adresse à l'autre partie une notification précisant:

- _ la référence de la convention (titre et date de signature) ;
- _ l'objet de la contestation ;
- _ la proposition d'une rencontre en vue de régler à l'amiable le litige.

A défaut d'accord à l'issue d'un délai de 30 jours à compter de la notification susvisée, les parties conviennent que tout litige pouvant naître de la présente convention, sera déféré auprès du Tribunal compétent de Bordeaux.

Article 11 Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à sa date de signature.

Fait en trois exemplaires originaux,

A Eysines, le

Pour le Commune
d'EYSINES

Pour la Communauté
Urbaine de Bordeaux

Pour RTE